

# Les arguties du procureur de la République

Par Jean Michel Sylvain

**S**teeve Ndong Essame, le jeune procureur de la République près le tribunal de première instance de Libreville, vient de se jeter corps et âme sur le dossier Sinohydro. Conformément aux annonces faites par le garde des sceaux, Séraphin Moundounga, sitôt publié ce scandale financier dans lequel sont impliqués la sœur de Bongo Ondimba Ali (BOA) et le fils de l'ancien président de la Commission de l'Union Africaine Jean Ping, d'après les révélations de notre confrère Médiapart, le procureur a entrepris d'engager les poursuites judiciaires. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre de lui dans un pareil dossier, l'homme a choisi d'en faire une annonce solennelle à la chaîne de télévision publique du Gabon. Une démarche qui a étonné de nombreux magistrats contactés après cette sortie musclée du procureur.

Le plus étonnant dans cette volonté du procureur de judiciariser ce dossier est qu'il a choisi de ne s'occuper que du seul cas Franck

Ping. Dans sa communication de plusieurs minutes sur la première chaîne de télévision gabonaise, le procureur a volontairement ignoré qu'en dehors de Franck Ping, le journal français Médiapart avait expressément mentionné madame Pascaline Mferri Bongo Ondimba et la société chinoise Sinohydro. La logique aurait voulu que dans l'instruction publique de ce dossier, les deux autres protagonistes soient également cités et poursuivis. Or, il n'en sera rien. Steeve Ndong Essame s'est plutôt focalisé sur Franck Ping au mépris du simple principe de la présomption d'innocence que lui imposent pourtant les lois en vigueur au Gabon. L'homme a été dépeint comme un « fugitif » qui doit désormais s'attendre à la rigueur de la justice aussitôt qu'il aura décidé de remettre les pieds au Gabon.

Steeve Ndong Essame est dans son droit en cherchant à mettre un terme au phénomène de la corruption au Gabon. Il doit le faire en évitant une forme de théâtralisation et d'instrumentalisation des procédures judiciaires. Car s'il voulait être efficace dans ce dossier, la discrétion aurait été la meilleure manière de procéder.

Le plus grave est sans doute que le

procureur donne l'impression de faire le tri entre de bons présumés corrompus qu'il ne faut pas inquiéter, et les mauvais qu'il faut pourfendre quitte à les désignés déjà à la vindicte populaire avant même qu'un tribunal ait eu à se prononcer sur leur culpabilité. Madame Pascaline Mferri Bongo Ondimba et Sinohydro sont autant présumés « coupables » que Franck Ping. Aux yeux de la justice ils méritent tous d'être traités sur un pied d'égalité.

Le plus grave, sans minimiser les faits révélés par notre confrère, est que le même journal, plusieurs mois plus tôt, avait publié des faits de corruption nettement plus graves car impliquant BOA lui-même. Il s'agit d'un système de corruption institutionnalisé qui oblige jusqu'à présent toutes les entreprises installées au Gabon et traitant avec l'Etat à verser tout à fait officiellement des pots-de-  
vin à BOA et à sa famille. Le système avait été mis en place par Omar Bongo Ondimba lui-même. Il s'agit de la pieuvre Delta Synergie. BOA, qui possède 19,7% des parts de cette entreprise mafieuse, et sa sœur Pascaline Mferri Bongo Ondimba perçoivent indument des commis-

sions sur chaque marché public confié à Socoba, Colas, Dragage, etc. BOA et sa sœur perçoivent des commissions chaque fois que BGF Bank fait un prêt à l'Etat gabonais. BOA et sa sœur perçoivent illégalement des dividendes de la Comilog au titre de Delta Synergie. BOA et sa sœur rackettent les banques suivantes : Bicig, UGB, Ecobank au nom de Delta Synergie. BOA et sa sœur vont se sucrer sur les revenus que va générer la fibre optique au Gabon, car son frère Alex Bongo Ondimba a eu la lumineuse idée de confier la gestion de service à une société dans laquelle la pieuvre de BOA et sa sœur apparaissent au capital. "Sans oublier l'Affaire de Rétro commission dans laquelle est impliquée Maixent Accrombessi: l'affaire MARK, l'équipementier. Accrombessi doit répondre dans les tribunaux français des faits de corruption active sur agent public de l'Etat. » Curieusement Steeve Ndong Essame reste muet sur ces cas avérés de corruption. Peut-être parce qu'il prend ses ordres au premier étage de la présidence, dans le bureau de Maixent Accrombessi.